

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*RELEVÉ DE CONCLUSIONS*

LUNDI 25 MARS 2013 A **20H00**  
*Salle des fêtes – Commune de Primarette*

**INTERVENTION DE BRUNO AMY (MISSION LOCALE DE LA BIEVRE) POUR PRESENTER LE DISPOSITIF DES EMPLOIS D'AVENIR**

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1- Budget primitif 2013 – budget général
  - 2 – Budget primitif 2013 annexe de la redevance incitative
  - 3 – Vote des taux
  - 4 – Dotation de solidarité
  - 5 – Annulation de titres pour la facturation des dépôts sauvages
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
  - 6 – Information sur la répartition des 110 ha sur Bièvre Valloire
  - 7 – ZAC de Champlard
  - 8 – Tour de Buis
  - 9 – Information sur la Boulangerie de Bellegarde Poussieu
- ♦ **MARCHES PUBLICS** – Rapporteur : Marie Claire BAULE
  - 10 – Marché pour l'entretien des chaussées de la voirie intercommunale
  - 11 – Marché pour la surveillance des baignades de la piscine intercommunale
- ♦ **HABITAT** – Rapporteur : Claude NICAISE
  - 12 – Protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés
  - 13 – Convention cadre pour le soutien à la politique locale de l'habitat et à l'innovation
  - 14 – Actualisation du PLH
- ♦ **ENFANCE - JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 15 – Convention avec le CIB
- ♦ **EQUIPEMENTS SPORTIFS** – Rapporteur : Patrick DURAND
  - 16 – Piscine : nouvelle grille tarifaire
- ♦ **TOURISME** – Rapporteur : Mireille BOUVIER
  - 17 – Convention d'objectifs et de moyens pour la SPL Office du Tourisme
- ♦ **ENSEIGNEMENT MUSICAL** – Rapporteur : Evelyne AVIAS
  - 18 – Ecole de musique – nouveaux tarifs
  - 19 – Demande de subvention Conseil Régional
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
  - 20 – Création de poste par avancement de grade
  - 21 – Modification des statuts
  - 22 – Convention de location du Centre Administratif avec la commune de Beaurepaire
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

*Après l'accueil par Angéline APPRIEUX, Maire de Primarette, le Président, donne la parole à Bruno AMY de la mission locale de Bièvre Valloire et Anne RABET du pôle emploi de la Côté Saint André afin de faire une présentation du dispositif des « emplois d'avenir ».*

\*\*\*

Ce dispositif des emplois d'avenir a pour but de donner une impulsion pour l'emploi des jeunes non qualifiés ou peu (dans les zones rurales) sur 3 ans.  
Cela concerne 985 emplois d'avenir pour l'Isère dont 936 affectés aux missions locales.

Les jeunes éligibles aux emplois d'avenir sont :

- 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés qui sont sans emploi
- Jeunes peu pas qualifiés (bac +2 maximum dans les zones prioritaires telles que Roybon)

Ce dispositif peut être articulé avec les autres types de contrats « jeunes » mais dans la limite d'une durée totale de 3 ans.

Les employeurs concernés sont :

- secteur non marchand principalement tel que les collectivités, les associations, les bailleurs sociaux, les hôpitaux, les entreprises publiques etc ..

Tous les employeurs doivent être en capacité de maintenir l'activité pendant la durée de l'aide.

Engagement des employeurs :

- un accompagnement externe renforcé par l'opérateur en cours d'emploi
- un accompagnement à la préparation de la sortie à la fin des 3 ans d'aide
- des actions de formation

Formation en cours d'emploi :

La mission locale sera en appui pour la construction du parcours de formation et informera l'employeur sur les moyens financiers mobilisables.

Possibilité de préparer une validation des acquis de l'expérience.

Nature des contrats proposés :

- CDI ou CDD
- Aide de l'état de 3 ans
- Temps plein en général

L'aide de l'Etat est 75% du coût salarial au niveau du Smic.

\*\*\*

*Le Président ouvre la séance du Conseil communautaire en donnant lecture du compte rendu de la dernière réunion.*

*Aucune autre observation n'est formulée.*

*L'ordre du jour est ensuite abordé.*

## **I – FINANCES**

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

### **• Budget primitif 2013 – budget général**

Il est donné lecture du budget lequel fait apparaître un équilibre de fonctionnement à 7 830 115 € et un équilibre d'investissement à 7 228 327 € (voir ci-dessous pour l'investissement)

Investissement

	<b>Budget primitif 2013</b>	<b>Report 2013</b>	<b>Budget total</b>
Recettes	4 358 027 €	2 870 300 €	7 228 327 €
Dépenses	3 860 227 €	3 368 100 €	7 228 327 €
Excédent	497 800 €		
Déficit		- 497 800 €	

Il est rappelé que 64,80 % de la dette est couverte par des loyers.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **• Vote des taux**

Il est proposé de conserver les taux de l'année dernière afin de rester dans une certaine stabilité, soit :

- taxe d'habitation : 7,70 %

- taxe sur le foncier non bâti : 2,65 %
- contribution foncière des entreprises : 24,01 %

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • Dotation de solidarité

La dotation de solidarité s'élève à 379 600 euros dont la somme 250 000 € est répartie entre les communes du Territoire et la somme de 129 600 euros sera versée à la commune de Beaurepaire pour le portage de l'opération de la chocolaterie.

Communes	pop. INSEE *	% pop.	répartition pop.	répartition forfaitaire	TOTAL
BEAUREPAIRE	4730	31,41	39 267,45	8 333,33	<b>47 600,78</b>
BELLEGARDE POUSSIEU	936	6,22	7 770,47	8 333,33	<b>16 103,81</b>
CHALON	169	1,12	1 403,00	8 333,33	<b>9 736,34</b>
COUR ET BUIS	858	5,70	7 122,93	8 333,33	<b>15 456,27</b>
JARCIEU	1 048	6,96	8 700,27	8 333,33	<b>17 033,61</b>
MOISSIEU SUR DOLON	701	4,66	5 819,55	8 333,33	<b>14 152,89</b>
MONSTEROUX MILIEU	748	4,97	6 209,74	8 333,33	<b>14 543,07</b>
MONTSEVEROUX	886	5,88	7 355,38	8 333,33	<b>15 688,72</b>
PACT	835	5,55	6 931,99	8 333,33	<b>15 265,33</b>
PISIEU	530	3,52	4 399,95	8 333,33	<b>12 733,28</b>
POMMIER DE BEAUREPAIRE	704	4,68	5 844,46	8 333,33	<b>14 177,79</b>
PRIMARETTE	725	4,82	6 018,80	8 333,33	<b>14 352,13</b>
REVEL TOURDAN	1 031	6,85	8 559,14	8 333,33	<b>16 892,48</b>
SAINT BARTHELEMY	1 008	6,69	8 368,20	8 333,33	<b>16 701,53</b>
SAINT JULIEN DE L'HERMS	148	0,98	1 228,66	8 333,33	<b>9 562,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 057</b>	<b>100,00</b>	<b>125 000</b>	<b>125 000</b>	<b>250 000</b>

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • Budget primitif 2013 annexe de la redevance incitative

Le budget annexe de la redevance incitative fait apparaître :

Section de Fonctionnement  
Dépenses et recettes équilibrées : 1 421 296,00 €

Section Investissement  
Dépenses et recettes équilibrées  
Après restes à réaliser : 208 568,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (UNE ABSTENTION)

### • Annulation de titres pour la facturation des dépôts sauvages

Il est proposé d'effectuer une remise gracieuse sur deux facturations de 75 € pour dépôts sauvages après constat officiel par les services de la Communauté de Communes de la bonne foi des personnes mises en cause lors de cette facturation.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – ACTIVITES ECONOMIQUES**

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

### **• Information sur la répartition des 110 ha sur Bièvre Valloire**

Dans le cadre du SCOT, un courrier officiel a été adressé à la Communauté de Communes afin d'explicitier la répartition des 110 ha prévus sur le territoire de Bièvre Valloire.

En résumé, les 110 ha concernent :

- uniquement les espaces dédiés à l'économie, c'est-à-dire les zones classées comme tel dans les POS/PLU
- uniquement les espaces Ui et Aui non bâtis ou non occupés
- il ne s'agit pas de surfaces supplémentaires allouées par rapport à l'existant sur les POS/PLU
- ils devront être répartis à 50 % en surface immédiatement urbanisable et 50 % en surface à urbanisation ultérieure
- Après la construction ou l'occupation de 70% des espaces Ui non occupés initialement, il sera possible d'ouvrir les espaces Aui et d'en recréer de nouveaux dans la limite des surfaces allouées à la CCTB.

INFORMATION

### **• ZAC de Champlard**

Afin d'être en conformité avec les préconisations du SCOT et dans le cadre de la répartition des 110 ha sur le Territoire de Bièvre Valloire, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire doit montrer sa volonté de créer la Zac de Champlard. Pour cela, elle est dans l'obligation de redéposer un dossier de création de Zac. Il est proposé de limiter le périmètre à **20 ha** et revoir à la baisse le projet d'aménagement global de la zone pour limiter les dépenses d'aménagement.

INFORMATION

### **• Tour de Buis**

L'exploitant de la Tour de Buis souhaite prendre sa retraite et transmettre la société Socodhes à de nouveaux dirigeants.

Une rencontre avec ces derniers a eu lieu et différentes possibilités sont envisagées quant à cette reprise, notamment pour la reprise du crédit-bail.

INFORMATION

### **• Information sur la boulangerie de Bellegarde Poussieu**

Il est fait état de la demande de résiliation de bail de Mr et Mme MIGNOT, exploitants de la boulangerie de Bellegarde Poussieu, pour cause de déficit de l'activité.

Après rencontre avec les gérants, il a été convenu qu'il n'y aurait pas de rupture d'activité jusqu'au 30 juin 2013 temps que la Communauté de Communes procède à un recrutement.

INFORMATION

### **III – MARCHES PUBLICS**

RAPPORTEUR : Marie Claire BAULE

- **Marché pour l'entretien des chaussées de la voirie intercommunale**

Il est fait part du lancement d'une consultation, comme chaque année, auprès de diverses entreprises pour l'exécution des travaux d'entretien des chaussées de la voirie d'intérêt communautaire.

Cette consultation s'est effectuée auprès de 5 entreprises (Eiffage – Buffin TP – Gachet TP – GMTP – Marchand), lesquelles ont toutes fait une proposition.

Le groupement d'entreprises GMTP - Marchand a fait la meilleure offre, soit : 52 650 euros HT.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Marché pour la surveillance des baignades de la piscine intercommunale**

Afin d'externaliser la surveillance des baignades de la piscine intercommunale, la Communauté de Communes a procédé au lancement d'un marché à procédure adaptée.

Ce marché est prévu pour une durée de 3 ans et ce pendant les dates d'ouverture de la piscine intercommunale.

Seule la société Sécurité Eau Secours (S.EAU.S) a fait acte de candidature. Il est précisé qu'il s'agit de la société qui a, jusqu'à présent, effectué les surveillances de la baignade de la piscine intercommunale.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **IV – HABITAT - LOGEMENTS**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

- **Protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés**

Le protocole dont il est question entre dans le cadre du projet FART (fonds d'aide à la rénovation thermique) qui consiste à améliorer la performance énergétique de logements via une aide financière. La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire souhaite contribuer à la mise en œuvre du programme « Habiter mieux » et articuler son action et les moyens qu'elle mobilise avec celle initiée dans le cadre du contrat local d'engagement.

Les logements concernés par cette action et éligibles à l'aide bénéficieraient ainsi d'une amélioration de leur performance énergétique ce qui constituerait un moyen décisif de réduire les factures énergétiques et/ou permettre aux ménages de revenir à un niveau de confort thermique minimal.

Il est donc proposé de signer le protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés qui définit les objectifs à atteindre ainsi que les modalités d'application de cette aide.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention cadre de partenariat d'anticipation pour le soutien à la politique locale de l'habitat et à l'innovation**

Il est proposé de signer une convention cadre visant à organiser le contenu et les conditions du partenariat entre la Région Rhône Alpes, les EPCI, les bailleurs sociaux représentés par l'ARRA-HLM, autres bailleurs et les acteurs associatifs de l'habitat représentés par l'URPACT et la FAPIL Rhône Alpes pour la mise en œuvre d'objectifs communs.

Concrètement, cette convention permettra à l'OPAC d'obtenir des subventions de la Région pour la rénovation de l'ensemble Jean Jaurès à Beaurepaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • Actualisation du PLH

Afin de permettre la signature de la convention cadre de partenariat d'anticipation pour le soutien à la politique locale de l'Habitat et à l'innovation et afin de pouvoir solliciter des aides auprès du CDDRA, il est nécessaire de délibérer afin de relancer l'actualisation de notre programme local de l'Habitat selon le calendrier suivant :

- mars 2013 : contractualisation avec le bureau d'études
- juin 2013 : actualisation du diagnostic
- automne 2013 : actualisation du programme de logement et délibération

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## V – ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

### • Convention avec le CIB

Il est rappelé que la Communauté de Communes alloue une subvention correspondante à l'action de l'association Centre l'île du Battoir. Il est donc nécessaire d'adopter une convention définissant les montants et les modalités d'attribution.

Pour 2013, cette subvention s'élève à 397 212,66 €.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## VI – EQUIPEMENTS SPORTIFS

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

### • Piscine intercommunale – nouvelle grille tarifaire

Il est proposé de modifier les tarifs de la piscine à compter de la saison 2013.

Enfant de moins de 4 ans, accompagné	GRATUIT
<b>TICKET D'ENTREE JOURNALIER</b>	
Jeune de 4 à 16 ans inclus	1,90 euros
Lycéen et étudiant sur présentation d'un justificatif	1,90 euros
Adulte	3,20 euros
<b>CARTE 25 ENTREES NON NOMINATIVES</b>	
Jeune de 4 à 16 ans inclus	35 euros
Lycéen et étudiant sur présentation d'un justificatif	35 euros
Adulte	70 euros
<b>FORFAIT SAISON</b>	
Jeune de 4 à 16 ans inclus	40 euros

Lycéen et étudiant sur présentation d'un justificatif	40 euros
Adulte	75 euros
<b>DIVERS</b>	
Centres aérés du CIB et de l'OVIV	GRATUIT
Campeurs : une fois l'entrée acquittée, entrées et sorties à volonté au cours de la journée	

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VII – TOURISME**

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

### **• Convention d'objectifs et de moyens pour la SPL office du tourisme**

Afin de permettre de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation des subventions allouées par la Communauté de Communes Bièvre Chambaran et par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL office du tourisme pour remplir ces missions, il est nécessaire de signer une convention.

Cette dernière servira également de cadre aux engagements réciproques des parties pour la réalisation au cours de l'année 2013 du programme défini et développé par la SPLTOTMC pour assurer la mise en œuvre des missions d'intérêt général.

Le montant de subvention allouée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL office du tourisme s'élève à 67 000 euros pour l'année 2013.

Il est également demandé de permettre la signature d'une convention de mise à disposition des locaux de l'office du tourisme à la SPL.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VIII – ENSEIGNEMENT MUSICAL**

RAPPORTEUR : Evelyne AVIAS

### **• Ecole de musique – nouveaux tarifs**

Il est proposé la nouvelle grille tarifaire pour la saison 2013-2014 suivante :

		<b>Enfants / Ados</b>		<b>Ados / Adultes</b>	
		Canton	Hors canton	Canton	Hors canton
1	Eveil musical et bassin découverte	90 €	150 €	-	-
2	Formation musicale et PC	90 €	150 €	126 €	231€
3	Cursus complet	234 €	546 €	324 €	621 €
4	Cursus mus. Actuelle	201 €	381 €	201 €	381 €
	CURSUS ORFEON	180 €	360 €	-	-
5	Instrument Ind.	-	-	352 €	681 €
6	Inst. harmonie	150 €	300 €	180 €	360 €
7	2 <sup>ème</sup> instrument	201 €	381 €	267 €	483 €
	2 <sup>ème</sup> instrument VENTS	150 €	300 €	180 €	360 €
8	FM Val Canto	-	-	72 €	72 €



Les droits d'inscription de 30 € demeurent identiques à l'année précédente.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Subvention Conseil régional**

L'école de musique tend à diversifier son offre vers des publics et esthétiques nouvelles. Pour cela, il est proposé le projet Orféon.

Ce dernier intéresserait un nouveau public de 12/25 ans n'ayant pas eu ou peu d'instruction musicale au sein d'une structure d'enseignement spécialisé.

Ce projet est à caractère collectif dont les ateliers s'effectueraient autour des instruments à cordes (violon/alto et violoncelle/contrebasse) synonyme d'ouverture sur le territoire.

Ce projet d'orchestre de cordes porte sur un démarrage effectif dès septembre 2013 et qu'il peut bénéficier d'une aide auprès du Conseil régional dans le cadre du CDDRA à hauteur de 50 %, soit une subvention de 3 427 €.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **IX – ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

- **Création de poste par avancement de grade**

Il est fait état de la proposition d'avancement de grade d'un assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>ème</sup> classe à assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe à 12h45 hebdomadaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Modification des statuts**

Dans le cadre de la modification des statuts pour acquérir la compétence « maison de santé pluridisciplinaire », il est proposé d'effectuer un toilettage complet de ceux-ci et ainsi d'apporter les modifications et ajouts suivants :

Art 1 – Compétences obligatoires

Développement économique : ajout de la compétence « aménagement, entretien et gestion **d'un camping intercommunal** »

Art 2 – Compétences optionnelles

Ajout de la compétence « nouvelles technologies de l'information et de la communication », intégrant ainsi, le développement des nouvelles technologies dans les écoles élémentaires et maternelles, la création et gestion de Cyber centres, mais également la **gestion d'un SIG pour le compte des communes membres, soutien technique aux communes membres. Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, gestion des services correspondant à ces infrastructures et réseaux, ainsi que l'organisation et mise en œuvre de tous moyens permettant le développement de ces activités.**

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention d'occupation du centre administratif avec la commune de Beaurepaire**

Les travaux de réhabilitation du centre administratif arrivant à terme, il est proposé de déterminer les modalités d'occupation avec la commune de Beaurepaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

L'ordre du jour est épuisé.

La séance est levée.

\* \* \*